

# Lettre de consultation

Marché de travaux de remplacement des volets roulant –  
Etablissement Le Cerrsy

**Date de Limite de remise des offres :**

**25/11/2025 à 12h00 précises, heure de Paris**

Eléments clés du marché	
Objet	<p>Le présent marché a pour objet de faire assurer, par une entreprise spécialisée, pour le compte de l'UGECAM Île-de-France, toutes les <b>études</b> ainsi que tous les <b>travaux nécessaires à la dépose et au remplacement des moteurs avec télécommandes des volets roulants automatiques existants</b> de l'établissement <b>SMR Le CERRSY</b>, situé <b>72 rue de l'Étang de la Tour – 78120 Rambouillet</b>.</p> <p>L'établissement est classé <b>E.R.P. de type U</b>, avec activités <b>L, N et X</b>, de <b>4ème catégorie</b>, et accueille un effectif global de <b>282 personnes</b>.</p> <p>Le présent marché comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La <b>dépose</b>, la <b>fourniture</b>, la <b>pose</b> et la <b>mise en service</b> des nouveaux moteurs et télécommandes des <b>78 volets roulants existants</b> de l'établissement ;</li> <li>Toutes les prestations associées à la <b>remise en conformité</b>, aux <b>raccordements électriques</b>, aux <b>finitions</b>, aux <b>nettoyages de fin de chantier</b>, et à la <b>gestion des déchets</b> conformément aux règles en vigueur ;</li> <li>Les <b>prestations de contrôle et de vérification</b> du bon fonctionnement des installations avant réception.</li> </ul> <p>Le marché prévoit également, à titre complémentaire et non obligatoire, la possibilité de confier au titulaire <b>des prestations similaires de remplacement de volets roulants</b> sur d'autres établissements de l'UGECAM Île-de-France, selon des conditions financières fixées dans le <b>Bordereau de Prix Unitaires (BPU)</b> annexé à la présente consultation. Ces prestations complémentaires pourront, le cas échéant, faire l'objet <b>d'avenants</b> conclus d'un commun accord entre les parties, conformément à l'article <b>R.2194-1</b> du Code de la commande publique.</p>
Acheteur	UGECAM Ile-de-France
Procédure de mise en concurrence	Marché public à procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.
Forme du marché – Technique achat	<p>Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.</p> <p>Il s'agit d'un marché à prix mixtes, comprenant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Partie forfaitaire – Prestation ferme :</li> </ol> <p>La prestation ferme porte sur le remplacement des 70 volets roulants motorisés du site du CERRSY de Rambouillet.</p>

	<p>Le prix est global et forfaitaire, couvrant toutes les fournitures, la main-d'œuvre, les études, les raccordements, les finitions et la remise en état.</p> <p>Ce prix forfaitaire constitue la base de notation financière dans l'analyse des offres.</p> <p>2. Partie unitaire – Prestations complémentaires éventuelles :</p> <p>Le titulaire proposera également un Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour des interventions éventuelles de remplacement ou de maintenance de volets roulants sur d'autres établissements de l'UGECAM Île-de-France, pendant la durée du marché (4 ans à compter de la notification).</p> <p>Le BPU indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le prix unitaire pour le remplacement complet d'un volet roulant (fourniture + pose) ;</li> <li>• Le prix unitaire pour la fourniture seule ou la pose seule ;</li> <li>• Une fourchette encadrée de frais de déplacement selon la localisation ;</li> <li>• Éventuellement, des prix pour interventions partielles (réglages, pièces, diagnostics).</li> </ul> <p>Ces prix n'entrent pas dans la notation financière, mais serviront de base de référence pour tout avenant ultérieur.</p>
<b>Allotissement</b>	<p>Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a étudié la possibilité d'allotir le présent marché.</p> <p>Toutefois, le marché ne sera pas alloti, dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les prestations constituent une opération homogène et indivisible (remplacement des moteurs de volets roulants électriques),</li> <li>• La séparation en lots techniques distincts (fourniture, électricité, dépose/pose, nettoyage) serait artificielle et risquerait de complexifier la coordination et la sécurité d'exécution,</li> <li>• Un seul prestataire spécialisé doit être responsable de la dépose, de la fourniture, du raccordement et de la mise en service, afin d'assurer la continuité et la conformité de l'installation,</li> <li>• L'allotissement serait de nature à renchérir le coût global et à allonger le délai de réalisation.</li> </ul> <p>En conséquence, le marché est passé sous la forme d'un marché unique.</p>
<b>Lieu(x) d'exécution</b>	<p>Etablissement le CERRSY : 72 rue de l'Étang-de-la-Tour, 78120 Rambouillet</p> <p>Toutefois, afin d'assurer une cohérence technique et fonctionnelle dans la gestion du patrimoine immobilier de l'UGECAM Île-de-France, il est prévu la possibilité, sous réserve d'accord écrit préalable entre les deux parties, de réaliser des prestations complémentaires de même nature sur d'autres établissements relevant de l'UGECAM Île-de-France.</p> <p>Ces éventuelles interventions supplémentaires feront l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit d'un avenant au présent marché,</li> <li>• soit, le cas échéant, d'un ordre de service précisant les conditions particulières d'exécution (localisation, quantités, prix issus du BPU, délais).</li> </ul>
<b>Durée</b>	<p>Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible trois fois par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.</p>

	<p>Toutefois, en cas de non reconduction du marché, l'Acheteur contractant en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.</p> <p>Cette durée inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le temps nécessaire à l'exécution de la prestation ferme (remplacement des 78 volets roulants du site du CERRSY),</li> <li>ainsi que la période pendant laquelle des <b>prestations complémentaires éventuelles</b> pourront être réalisées sur d'autres établissements de l'UGECAM Île-de-France, sous réserve d'accord des parties.</li> </ul>
<b>Référence du marché</b>	<p>Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux – arrêté du 30 mars 2021), sous réserve des dérogations, compléments ou précisions apportées par la présente lettre de consultation.</p> <p>En cas de contradiction entre les stipulations du CCAG Travaux et celles de la présente lettre de consultation, ces dernières prévaudront.</p> <p>Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents applicables, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>du Code de la commande publique,</li> <li>du CCAG Travaux 2021,</li> <li>des prescriptions techniques et administratives énoncées dans la présente consultation, et de les avoir intégrés dans sa proposition financière et technique.</li> </ul> <p>En cas de modification ultérieure du CCAG pendant la durée d'exécution du marché, la version la plus récente se substituera de plein droit à la version initialement applicable.</p>
<b>Documents du marché</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lettre de consultation signée</li> <li>Mémoire technique structuré selon les critères techniques</li> <li>Offre financière forfaitaire avec détail des prestations incluses</li> </ul>
<b>Option Variante libre non obligatoire</b>	<p>Conformément à l'article <b>R.2151-8</b> du <b>Code de la commande publique</b>, le pouvoir adjudicateur <b>autorise la présentation d'une variante libre</b>, à titre <b>non obligatoire</b>.</p> <p>Le <b>titulaire</b> peut, dans son offre, proposer <b>une solution technique ou matérielle alternative</b> à celle décrite dans le présent cahier des charges, sous réserve que cette variante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>respecte les <b>exigences fonctionnelles et de performance</b> du projet,</li> <li>soit <b>compatible</b> avec les contraintes du site et de l'établissement (ERP de type U),</li> <li>et fasse l'objet d'une <b>description claire, chiffrée et argumentée</b> dans l'offre initiale.</li> </ul> <p>La variante, si elle est proposée, sera <b>analysée conjointement à l'offre de base</b> mais n'aura <b>aucun caractère obligatoire</b>.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de <b>retenir ou non la variante</b> proposée, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnisation.</p>

Candidature	
<b>Modalité de candidature</b>	Les candidats doivent remettre un dossier de candidature complet comprenant obligatoirement les éléments suivants :

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le <b>formulaire DC1</b> dûment complété et signé, permettant d'identifier l'entreprise candidate, son représentant légal, et son engagement sur l'honneur à respecter les obligations légales en matière fiscale, sociale et de travail dissimulé.</li> <li>✓ Le <b>formulaire DC2</b>, précisant les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles du candidat, ainsi que les références dans le domaine concerné.</li> <li>✓ Un <b>extrait Kbis</b> de moins de trois mois, permettant de vérifier la capacité du signataire à engager valablement l'entreprise.</li> <li>✓ Un <b>relevé d'identité bancaire</b> (RIB) au format SEPA.</li> <li>✓ La <b>lettre de consultation signé</b> par une personne habilitée à engager la société (signature manuscrite ou électronique).</li> <li>✓ Tout document permettant <b>d'attester de la capacité du signataire</b> à représenter l'entreprise (ex. délégation de pouvoir, le cas échéant).</li> <li>✓ Une <b>attestation sur l'honneur</b> de non-exclusion des procédures de passation, si celle-ci n'est pas déjà intégrée dans le DC1.</li> </ul> <p>Il est rappelé que la lettre d'engagement doit impérativement être signée au moment du dépôt de l'offre. À défaut, l'offre pourra être considérée comme irrégulière.</p> <p>Les documents doivent être transmis dans un format lisible et exploitable, sans macro active.</p>
<b>Admissibilité candidature</b>	<p>Conformément aux articles <b>L.2141-1 à L.2141-5</b> et <b>R.2143-1 à R.2143-16</b> du <b>Code de la commande publique</b>, ne peuvent soumissionner au présent marché que les <b>candidats disposant des capacités juridiques, techniques et financières</b> nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché.</p> <p>Ne seront pas admises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les candidatures <b>ne présentant pas les garanties professionnelles ou financières suffisantes</b> ;</li> <li>• Les candidatures <b>incomplètes</b>, ne comportant pas les documents ou renseignements demandés dans la présente consultation ;</li> <li>• Les entreprises faisant l'objet d'une <b>interdiction de soumissionner</b> prévue aux articles précités.</li> </ul>
<b>Régularisation des candidatures</b>	<p>Conformément à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, sans y être obligé, de demander la régularisation d'un dossier de candidature ou d'offre s'il constate des erreurs ou des pièces manquantes.</p> <p>Toutefois, cette régularisation ne pourra intervenir que si le candidat concerné est susceptible d'être retenu à l'issue de l'analyse. Le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas procéder à la régularisation, en particulier si les irrégularités sont substantielles.</p>

Modalité de remise des offres	
<b>Contenu de l'offre</b>	<p>L'offre devra comporter au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La lettre d'engagement dûment signée</li> <li>• La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</li> <li>• Le mémoire technique, de préférence structuré selon le modèle fourni</li> </ul>
<b>Questions/réponses</b>	<p>Toute question doit être posée au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, soit le 18/11/2025 à 12h.</p> <p>Les réponses seront communiquées à tous les candidats via la plateforme de dématérialisation.</p>
<b>Offres irrégulières/inacceptables</b>	<p>Conformément aux articles L2152-1 à L2152-6 du Code de la commande publique, les offres incomplètes, irrégulières ou inacceptables pourront être écartées.</p>

Possibilité de régularisation des offres	<p>Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire régulariser les offres incomplètes ou irrégulières dans un délai qu'il fixera.</p> <p>La régularisation ne pourra en aucun cas avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou d'en changer l'économie générale.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de procéder à cette régularisation et pourra écarter toute offre qu'il jugera inacceptable, irrégulière ou inappropriée, conformément aux dispositions des articles L.2152-1 à L.2152-5 du Code de la commande publique.</p>
--	---

Conditions d'envoi et de remise des plis	
Modalités pratiques	<p>Les formats des fichiers transmis dans le cadre de la consultation doivent être respectés lors des remises d'offres.</p> <p>Les formats acceptés sont les suivants : xls, .docx, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.</p> <p>Il est également conseillé aux candidats de s'identifier via une adresse accessible à plusieurs membres de la société afin d'éviter, de manquer la communication d'informations ou encore de dépasser des délais limites de réponse.</p> <p>Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.</p>
Dépôt des plis	<p>En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.</p> <p>Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.</li> <li>• Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.</li> </ul> <p>Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur « PLACE » <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.</p> <p>La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.</p> <p>Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.</p> <p>L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.</p>

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, **nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr**, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

## Table des matières

Article I.	Conditions générales des prestations .....	1
Article II.	Modalités des prestations.....	1
Article III.	Modalités de mise en concurrence.....	5
Section 3.01	Critères d’attribution .....	5
Section 3.02	Négociation.....	5
Article IV.	Les attendues en terme de réponse .....	5
Article V.	Prix et modalités de règlement.....	6
Section 5.01	Nature et structure des prix.....	6
Section 5.02	Révision des prix .....	7
Section 5.03	Présentation des demandes de paiement .....	7
Section 5.04	Régime des paiements.....	7
Section 5.05	Modalités des demandes de paiement :.....	8
Article VI.	Obligations contractuelles générales .....	8
Section 6.01	Clause de réexamen.....	8
Section 6.02	Prestations similaires .....	8
Section 6.03	Devoir d’information et de conseil .....	9
Section 6.04	Obligation de vigilance.....	9
(a)	Prévention des risques de conflits d’intérêts et de corruption :.....	9
(b)	Réparation des dommages : .....	9
Section 6.05	Confidentialité et protection des données personnelles .....	10
Article VII.	Pénalités contractuelles.....	11
Section 7.01	Pénalités liées à l’exécution des travaux.....	11
Section 7.02	Autres pénalités applicables .....	11
(a)	Retard ou absence d’intervention de reprise .....	11
(b)	Non-respect du plan de prévention ou des règles d’accès au site.....	11
(c)	Non-exécution d’un bon de commande complémentaire (CERRSY uniquement) .....	11
Section 7.03	Mise en œuvre et application des pénalités .....	12
(a)	Procédure de mise en œuvre.....	12
(b)	Modalités d’application .....	12
(c)	Recouvrement .....	12
Article VIII.	Résiliation anticipée du marché.....	13
Section 8.01	Résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché .....	13
Section 8.02	Résiliation pour motif d’intérêt général.....	13

Section 8.03	Résiliation pour faute du titulaire .....	13
Section 8.04	Résiliation pour manquements répétés.....	13
Article IX.	Litiges.....	14
Article X.	Signature des parties .....	15



## Article II. Conditions générales des prestations

---

Le présent marché a pour objet de faire assurer, par une entreprise spécialisée, pour le compte de l'UGECAM Île-de-France, toutes les études ainsi que tous les travaux nécessaires à la dépose et au remplacement des moteurs avec télécommandes des volets roulants automatiques existants de l'établissement SMR Le CERRSY, situé 72 rue de l'Étang de la Tour – 78120 Rambouillet.

L'établissement est classé E.R.P. de type U, avec activités L, N et X, de 4ème catégorie, et accueille un effectif global de 282 personnes.

Le présent marché comprend :

- La dépose, la fourniture, la pose et la mise en service des nouveaux moteurs et télécommandes des 78 volets roulants existants de l'établissement ;
- Toutes les prestations associées à la remise en conformité, aux raccordements électriques, aux finitions, aux nettoyages de fin de chantier, et à la gestion des déchets conformément aux règles en vigueur ;
- Les prestations de contrôle et de vérification du bon fonctionnement des installations avant réception.

Le marché prévoit également, à titre complémentaire et non obligatoire, la possibilité de confier au titulaire des prestations similaires de remplacement de volets roulants sur d'autres établissements de l'UGECAM Île-de-France, selon des conditions financières fixées dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à la présente consultation.

Ces prestations complémentaires pourront, le cas échéant, faire l'objet d'avenants conclus d'un commun accord entre les parties, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

## Article III. Modalités des prestations

---

### 2.1. Descriptions des prestations

---

Les travaux de déposes et fournitures des moteurs SOMFY devront être conformes à l'ensemble des prescriptions et textes réglementaires s'appliquant à ce type d'installation, dans l'édition en vigueur à la date de signature du marché public.

Les travaux envisagés concernent l'ensemble des travaux nécessaires au remplacement des moteurs pour le bon fonctionnement des volets roulants automatiques avec télécommande, dont :

- Etudes, installations générales et travaux d'équipement ;
- Fournitures, transport, échafaudage, protection, levage et mise en place ;
- Toutes sujétions d'adaptations et difficultés sur structure existante et accessoires compris ;
- Toutes fournitures complémentaires, accessoires, éléments de fixations, remplacement des éléments existants inadaptés ou détériorés, etc. nécessaires à la parfaite mise en place des nouveaux moteurs ;
- Essais, réglages et formations des techniciens ;
- Nettoyages des locaux.

Le Titulaire doit, au vu de l'installation, lister les travaux complémentaires jugés nécessaires tels que conformités réglementaires, sécurité des usagers, travaux de maçonnerie ou tout autre type de travaux. A titre d'exemple, si les travaux nécessitent d'effectuer les interventions par nacelle ou avec échafaudage.

Ces travaux complémentaires seront décrits dans le mémoire technique et son prix doit être inclus dans le prix forfaitaire.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire prévaloir une éventuelle omission, au présent document technique pour justifier la mise à disposition d'une installation non réglementaire à l'issue des présents travaux. Tous travaux supplémentaires non listés seront exclusivement pris en charge par le prestataire.

## 2.2. Descriptions techniques détaillées

---

Les installations existantes sont constituées de volets roulants automatiques dont les caractéristiques techniques sont précisées dans le DOE des volets roulants TRADI – version 5 de la marque BUBENDORFF, joint en annexe au présent document.

Les moteurs existants devront être intégralement remplacés par des modèles conformes aux caractéristiques suivantes :

- Type et référence : Moteur LT50 Ø50 RTS CSI 20 Nm – 17 rpm – Radio Météor ;
- Type équivalent : Moteur SOMFY Radio RTS, équipé de fins de course mécaniques ;
- Sécurité thermique : 150 °C (environ 4 minutes) ;
- Indice de protection : IP44 ;
- Conformité : norme NF ;
- Garantie minimale : 5 ans.

Dès la transmission de son offre, le titulaire est réputé avoir pris en compte et vérifié l'ensemble des éléments techniques du projet, et avoir intégré dans son prix toutes les adaptations nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, la sécurité et la fiabilité des volets roulants automatiques.

Le titulaire pourra, s'il le juge pertinent, proposer des options ou variantes de conception non prévues au présent cahier des charges. Ces variantes devront être clairement chiffrées et justifiées par des arguments techniques appropriés.

Les installations ne seront acceptées qu'à la condition d'un fini irréprochable, tant dans la qualité du matériel utilisé que dans la mise en œuvre sur site.

## 2.3. Organisation du chantier

---

### • Disposition générale

Le titulaire aura la charge totale de l'organisation du chantier et la coordination de l'ensemble des prestations relevant de sa compétence mais aussi de celles de ses sous-traitants éventuels. Il devra, en outre, prévenir le responsable technique du site en cas de problèmes divers qui pourraient interférer dans la bonne marche de l'établissement.

### • Travaux en milieu occupé

Les travaux se dérouleront dans un site en fonctionnement, le prestataire devra en tenir compte et prévoir toutes les protections nécessaires, tant la poussière que pour le bruit excessif.

Les différentes circulations nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement devront être maintenues durant la totalité des travaux.

Le titulaire devra respecter les horaires de bureau, soit 8h à 17h, pour travailler et pour ne pas trop interférer dans la vie de nos patients. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Les candidats devront impérativement joindre à leurs offres, une note explicative de la méthodologie d'exécution des travaux avec un planning, dans le but de garantir la bonne circulation des occupants dans l'établissement (24/7).

### • Sécurité lors des travaux

Le titulaire installera et entretiendra, pendant toute la durée des travaux, les dispositifs de sécurité de leur personnel travaillant sur le chantier, tel qu'ils en ont l'obligation, ainsi que les différentes recommandations et prescriptions du ministère du travail. Ils devront se renseigner auprès du maître d'œuvre, sur le ou les itinéraires à emprunter afin d'assurer l'approvisionnement en matériels et matériaux

Le titulaire satisfera ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existant du bâtiment. Il installera, si besoin, les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'interventions. Les coffrets et les rallonges seront sous la responsabilité des titulaires notamment en ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels etc.)

Un plan de prévention devra être établi avant le démarrage des travaux.

- **Dépenses à prévoir**

Il n'est pas prévu de compte de dépenses dans la mesure où le maître d'œuvre prend à sa charge les consommations et besoins courants de l'entreprise intervenante sur le site (eau et électricité).

En revanche, tous les nettoyages pendant le déroulement des travaux et pour la réception définitive de l'ouvrage sont à la charge exclusive de la société titulaire du marché.

Le titulaire aura à sa charge tous les dispositifs et équipements indispensables pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public. La zone de travail sera délimitée avec des équipements et dispositifs prévus à cet effet. La zone de travail sera alors une zone qui ne sera plus accessible aux publics jusqu'à l'achèvement des travaux.

- **Horaires, nuisances et sécurité incendie**

Le titulaire est attiré sur la nécessité absolue de réduire au maximum les nuisances. Les travaux bruyants seront planifiés avec le responsable technique du site.

Toute opération pouvant entraîner des risques d'incendie ne peut être entreprise qu'après délivrance par le service compétent d'un permis feu.

Après chaque intervention, dite à risque, le responsable technique du site vérifiera que toute dangerosité soit écartée.

Au préalable, le responsable technique interviendra sur la centrale incendie pour éviter tout départ intempestif de celle-ci et occasionner une gêne conséquente.

En tout état de cause, les techniciens extérieurs devront se manifester auprès du responsable technique s'ils rencontrent un problème.

- **Essais et Réception de l'installation**

Le titulaire devra procéder aux essais et contrôles de son installation conformément aux prescriptions de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et en application du décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978.

Les essais seront effectués en présence du responsable technique de l'établissement.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais seront à la charge du titulaire du marché des travaux.

Si les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, le titulaire est tenu d'effectuer toutes les mises au point nécessaires dans le délai fixé par ledit contrat.

La réception définitive sera effective lorsque le procès-verbal de réception sera réputé sans réserve et après validation du résultat par le responsable technique du site.

- **Documents conformes à l'exécution**

Après achèvement des travaux, la société est tenue de livrer un dossier technique complet comportant :

- Les différentes notices constructeurs.
- D.O.E (dossier des ouvrages exécutés)

Tous les documents énumérés ci-dessus seront dressés par le titulaire, à sa charge, conformément aux travaux réellement exécutés. Ils seront remis en 3 exemplaires papiers et 1 exemplaire informatique au responsable technique à la réception définitive de l'installation.

- **Conditions de garantie de l'installation**

- **Garantie**

Le titulaire garantira la réalisation de ses travaux suivant les spécifications techniques du présent cahier des charges et les règles de l'art propres à ses activités.

La période de garantie pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donné satisfaction et que toutes les prescriptions des documents contractuels n'auront pas été observées.

- **Garantie du matériel**

L'ensemble du matériel fourni par le titulaire devra être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne pourra s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation par un tiers.

- **Garantie de fonctionnement**

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de la mise en service définitive de celle-ci. Au cours de cette période, le responsable technique se réserve le droit de procéder à toutes nouvelles séries d'essais. En conséquence, la société sera tenue, qu'elle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti deux années à compter de la date d'effet de la réception définitive et sans réserve de l'ensemble de l'installation. Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

- **Délai de livraison et Planning d'exécution de l'installation**

Le titulaire aura précisé dans son offre, les délais d'approvisionnement et de réalisation de travaux. Ils réaliseront une proposition de planning visualisant la programmation des travaux par phase en indiquant le nombre de personnels prévus ainsi que leurs qualifications. Les travaux se dérouleront pendant l'exploitation normale de tous les services.

Les travaux se feront toutes sujétions comprises et avec le plus grand soin. Les installations ne seront acceptées que si elles sont d'un fini irréprochable, tant dans le choix du matériel utilisé que dans sa mise en œuvre.

Le titulaire vérifie les éléments de détails du projet et apporter toutes les modifications nécessaires au bon fonctionnement des volets roulants automatiques. Pour cela le titulaire pourra proposer une variante de conception qui ne sont pas décrites dans la présente lettre de consultation.

Le cas échéant, ces variantes devront être chiffrées dans le DPGF et justifiées par des arguments techniques appropriées.

Les coûts des travaux devront impérativement comprendre toutes les dépenses nécessaires à la mise en œuvre d'installation performantes notamment celles relatives à l'utilisation des appareils.

## Article IV. Modalités de mise en concurrence

### Section 4.01 Critères d'attribution

Critères	Sous-critères	Pondération
<b>Valeur financière</b>		<b>40%</b>
<b>Valeur technique</b>		<b>50%</b>
	Méthodologie et organisation du chantier	15%
	Qualité technique de la solution proposée	15%
	Moyens humains et matériels affectés à l'opération	10%
	Suivi, réception, maintenance et garanties	10%
<b>Valeur environnementale</b>		<b>10%</b>

### Section 4.02 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier.

Toutefois, une négociation pourra être engagée si cela est jugé opportun, conformément aux articles R2123-5 et suivants du code de la commande publique.

La négociation ne constitue pas un droit pour les candidats.

## Article V. Les attendues en terme de réponse

Afin de garantir la pertinence des offres et de faciliter leur analyse, les entreprises sont invitées à présenter une réponse structurée, claire et complète, démontrant leur compréhension des besoins et leur maîtrise des contraintes techniques et organisationnelles liées à l'exécution des travaux au sein d'un établissement de santé en activité.

Le mémoire de réponse technique constitue un élément essentiel de l'offre : il permet au pouvoir adjudicateur d'évaluer la qualité de la méthodologie proposée, la pertinence des moyens humains et matériels mobilisés, ainsi que la fiabilité des solutions techniques envisagées.

→ Il est recommandé de suivre la trame de mémoire technique indiquée dans la présente lettre de consultation, afin d'assurer une présentation homogène et lisible des offres.

→ L'analyse technique portera exclusivement sur les éléments écrits du mémoire. En conséquence, une offre ne détaillant pas suffisamment la compréhension du besoin, la méthode d'exécution, les moyens proposés ou les engagements en matière de qualité, sécurité ou environnement pourra être considérée comme incomplète ou irrégulière, ce qui se reflétera dans la notation.

## Article VI. Prix et modalités de règlement

---

### Section 6.01 Nature et structure des prix

---

Le présent marché est à **prix mixtes**, comprenant :

- une **partie forfaitaire**, correspondant à la **prestation ferme** de remplacement des **70 volets roulants motorisés** sur le site du **CERRSY de Rambouillet** ;
- et une **partie unitaire**, correspondant à un **Bordereau de Prix Unitaires (BPU)** établi à titre de **référence pour d'éventuelles prestations complémentaires** pouvant être confiées ultérieurement, sous réserve d'accord entre les parties.

#### 5.1.1. Partie forfaitaire

---

Les prestations fermes font l'objet d'un **prix global et forfaitaire (DPGF)**, joint à l'offre du titulaire. Ce prix couvre l'ensemble des dépenses nécessaires à la parfaite exécution des travaux, incluant notamment les études, fournitures, main-d'œuvre, protections, essais, nettoyages et remises en état.

Le prix forfaitaire est **ferme et non révisable** d'exécution du marché. Aucune rémunération ou indemnité complémentaire ne pourra être réclamée par le titulaire en dehors du montant indiqué dans la DPGF, sauf **accord écrit préalable** du pouvoir adjudicateur dans le cadre :

- d'une **modification du marché** au sens de l'article **R.2194-1** du Code de la commande publique ; ou
- de **prestations similaires ultérieures**, dûment formalisées par avenant.

L'**analyse financière des offres** portera exclusivement sur le **prix forfaitaire**, correspondant à la prestation ferme du marché.

#### 5.1.2. Partie unitaire (BPU)

---

Le **Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**, joint à l'offre du titulaire, présente les **prix unitaires** applicables aux **prestations complémentaires éventuelles** de remplacement ou de fourniture de volets roulants sur d'autres sites de l'UGECAM Île-de-France, pendant la durée du marché (quatre ans).

Ces prix sont fournis **à titre indicatif** et **n'entrent pas dans la notation financière**.

- Pour le **site du CERRSY de Rambouillet**, le pouvoir adjudicateur pourra, **le cas échéant**, émettre **des bons de commande ponctuels** sur la base du BPU, dès lors que ces prestations demeurent dans le périmètre technique du présent marché.
- Pour les **autres établissements** de l'UGECAM Île-de-France, toute utilisation du BPU devra faire l'objet d'un **avenant préalable** conclu d'un commun accord entre les parties, conformément à l'article **R.2194-1** du Code de la commande publique.

Aucune prestation supplémentaire ne pourra être engagée ni rémunérée sans **autorisation écrite** préalable du pouvoir adjudicateur.

## Section 6.02 Révision des prix

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont révisibles annuellement.

La révision sera effectuée à la date anniversaire de notification du marché, en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I / I_0)$$

Où :

- P = nouveau prix révisé,
- P<sub>0</sub> = prix initial ou dernier prix révisé,
- I = dernière valeur connue de l'indice à la date de révision,
- I<sub>0</sub> = valeur de l'indice au mois de référence figurant dans le DPGF (ou au mois de notification du marché).

L'indice de référence utilisé est l'indice INSEE BT49 – Menuiserie et serrurerie métallique, publié sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

La révision de prix est appliquée à la demande écrite du titulaire, transmise dans un délai maximum de deux mois suivant la date de révision contractuelle (date anniversaire de notification).

Passé ce délai, aucune révision rétroactive ne sera appliquée.

À défaut de demande dans les délais, les prix resteront inchangés jusqu'à la prochaine échéance.

## Section 6.03 Présentation des demandes de paiement

Elles sont transmises uniquement de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

## Section 6.04 Régime des paiements

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant total TTC ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- La signature de la personne habilitée ou de son délégataire ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du marché.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture dans un délai de 30 jours.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu.

## Section 6.05 Modalités des demandes de paiement :

---

Le titulaire s'engage à adresser ses demandes de paiement exclusivement via la plateforme Chorus Pro, conformément à la réglementation en vigueur.

- Site internet : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>
- Numéro de Siret de l'établissement : à compléter

## Article VII. Obligations contractuelles générales

---

### Section 7.01 Clause de réexamen

---

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par l'article 54 du CCAG-Travaux.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du marché, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du marché sans en bouleverser l'économie générale.

### Section 7.02 Prestations similaires

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.



### Section 7.03 Devoir d'information et de conseil

---

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du marché, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### Section 7.04 Obligation de vigilance

---

Le titulaire remet :

#### (a) Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

---

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent marché :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent marché ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### (b) Réparation des dommages :

---

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

## Section 7.05 Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
- Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

## Article VIII. Pénalités contractuelles

Les pénalités suivantes sont applicables de plein droit, sans préjudice de dommages-intérêts complémentaires en cas de préjudice grave :

### Section 8.01 Pénalités liées à l'exécution des travaux

Type de non-conformité	Montant ou mode de calcul
Retard d'exécution <b>par rapport au planning contractuel ou au délai global d'exécution fixé dans l'acte d'engagement</b>	<b>100 € HT par jour calendaire de retard</b> , dans la limite de <b>5 % du montant forfaitaire HT du marché</b> .
Non-respect des consignes de sécurité ou des règles ERP ( <b>ex. absence de plan de prévention signé, non-respect des zones balisées, non-port des EPI, interventions hors horaires autorisés sans accord préalable</b> )	<b>250 € HT par constat</b> , après mise en demeure restée sans effet.
Non-conformité technique constatée à la réception ( <b>installation non fonctionnelle, réglages incorrects, finitions défectueuses</b> )	<b>2 % du montant HT de la prestation concernée</b> , sans préjudice de l'obligation de reprise intégrale à la charge du titulaire.
Absence ou remise incomplète du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) <b>à la date prévue</b>	<b>50 € HT par jour calendaire de retard</b> , plafonné à <b>500 € HT</b> .

Plafond mensuel global : les pénalités de performance sont plafonnées à 20 % du montant mensuel hors taxes du marché.

### Section 8.02 Autres pénalités applicables

En

En complément des pénalités liées à l'exécution, les pénalités suivantes peuvent être appliquées en cas de manquement à des obligations essentielles :

#### (a) Retard ou absence d'intervention de reprise

En cas de non-intervention dans le délai fixé par le responsable technique après constat d'un dysfonctionnement pendant la période de garantie, il sera appliqué une pénalité de **100 € HT par jour de retard**, dans la limite de **1 000 € HT par incident**.

#### (b) Non-respect du plan de prévention ou des règles d'accès au site

Tout manquement avéré aux obligations de sécurité (absence de balisage, accès non autorisé, non-respect des consignes incendie) donnera lieu à une pénalité forfaitaire de **250 € HT par constat**, en plus des mesures correctives exigées.

#### (c) Non-exécution d'un bon de commande complémentaire (CERRSY uniquement)

En cas de non-exécution dans les délais d'un bon de commande émis sur la base du BPU, sans justification valable, une pénalité de **1 % du montant du bon de commande par jour de retard** pourra être appliquée, plafonnée à **10 %** du montant du bon concerné.

## Section 8.03 Mise en œuvre et application des pénalités

---

### (a) Procédure de mise en œuvre

---

Le pouvoir adjudicateur ou l'établissement gestionnaire notifie au titulaire, par tout moyen écrit permettant d'en assurer la traçabilité (courriel avec accusé, LRAR ou remise en main propre), un courrier précisant :

- La ou les non-conformités constatées (retard, perte, qualité, livrable manquant...) ;
- Le délai raisonnable laissé au titulaire pour apporter ses observations ou y remédier (généralement 10 jours ouvrés, sauf urgence) ;
- La référence aux clauses contractuelles concernées (présente lettre, CCAG-Travaux) ;
- Les sanctions encourues en l'absence de justification ou de régularisation.

Sans réponse du titulaire dans le délai imparti, ou à défaut de résolution amiable formalisée par écrit entre les parties, le pouvoir adjudicateur ou l'établissement pourra appliquer les pénalités prévues.

### (b) Modalités d'application

---

Les pénalités sont calculées sur la base :

- Des éléments objectivables constatés ou justifiés (retards, taux, incidents...) ;
- Des seuils définis à l'article précédent ;
- Du montant mensuel HT de la prestation ou d'un montant forfaitaire selon le cas.

Elles peuvent être appliquées en cours d'exécution du marché ou au moment du solde, sur les situations mensuelles ou finales. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la faculté de ne pas appliquer certaines pénalités, lorsque :

- Le manquement est isolé ou de faible impact ;
- Une cause extérieure ou légitime est reconnue ;
- Un accord amiable a été trouvé dans l'intérêt du service.

### (c) Recouvrement

---

En cas de refus de paiement par le titulaire, les pénalités feront l'objet d'un titre exécutoire.

Ce titre exécutoire pourra être suivi de poursuites contentieuses de recouvrement si nécessaire.

---

## Article IX. Résiliation anticipée du marché

---

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

### Section 9.01 Résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché

---

Conformément à l'article 50 du CCAG Travaux, la résiliation peut intervenir en cas :

- D'événement de force majeure ou d'imprévision affectant la poursuite du marché ;
- De modification substantielle du besoin ou de l'organisation de l'établissement rendant inutile ou inadaptée la poursuite du marché.

### Section 9.02 Résiliation pour motif d'intérêt général

---

À tout moment, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, sans que cela ouvre droit à indemnisation, par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux.

### Section 9.03 Résiliation pour faute du titulaire

---

La résiliation pourra également être prononcée aux torts du titulaire :

- En cas de manquements répétés ou graves à ses obligations contractuelles (qualité de service, délais, conformité, sécurité sanitaire, RGPD, etc.) ;
- En cas de dégradation de la qualité du service ou des produits, les rendant inadaptés aux besoins spécifiques de l'établissement ;

La résiliation prend effet à la date mentionnée dans la décision formelle de résiliation, notifiée par écrit au titulaire.

### Section 9.04 Résiliation pour manquements répétés

---

En cas de non-respect récurrent des indicateurs de performance prévus au marché (retards, pertes, défauts qualité, etc.), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché de manière unilatérale, après mise en œuvre de la procédure suivante :

1. Constat contradictoire : les manquements sont formellement notifiés par écrit, accompagnés d'un relevé des indicateurs concernés ;
2. Phase de dialogue : le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses justifications, éléments de contexte ou propositions correctives ;
3. Plan d'action correctif : en l'absence de contestation sérieuse, un plan d'amélioration peut être demandé, avec un calendrier de suivi validé par l'établissement ;
4. Résiliation sans autre préavis : en cas de non-respect de ce plan ou de réitération des manquements dans les deux mois suivant cette phase, la résiliation pourra être notifiée sans nouvelle mise en demeure.

Cette clause s'applique notamment en cas de rupture manifeste de confiance ou de défaut d'aptitude du titulaire à remplir durablement les missions prévues au marché.

## Article X. Litiges

---

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal Judiciaire de Paris**

Parvis du Tribunal de Paris

75 859 PARIS Cedex 17

Téléphone : 01.44.32.51.51

Courriel : [accueil-paris@justice.fr](mailto:accueil-paris@justice.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## Article XI. Signature des parties

---

Fait à ....., le .....

Fait à ....., le .....

.....

.....

